Nations Unies

ASSEMBLEE GENERALE

QUATORZIEME SESSION

Documents officiels

799e SEANCE PLENIERE

Vendredi 18 septembre 1959, à 15 heures

NEW YORK

SOMMAIRE

Page

Allocution de S. E. M. Nikita S. Khrouchtchev, président du Conseil des ministres de l'Union des Républiques socialistes soviétiques 35

Président: M. Víctor A. BELAUNDE (Pérou).

Allocution de S. E. M. Nikita S. Khrouchtchev, président du Conseil des ministres de l'Union des Républiques socialistes soviétiques

1. Le PRESIDENT (traduit de l'espagnol): Au nom de l'Organisation des Nations Unies, je souhaite la bienvenue à M. Nikita S. Khrouchtchev, président du Conseil des ministres de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, représentant d'un Etat signataire de la Charte, Membre fondateur de l'Organisation et membre permanent du Conseil de sécurité. En un moment où l'humanité tout entière a les regards tournés vers l'Organisation des Nations Unies, votre présence, Monsieur le Président, répond au désir universel de paix et de coexistence entre toutes les nations. J'invite Votre Excellence à monter à la tribune.

2. M. Nikita S. KHROUCHTCHEV (Président du Conseil des ministres de l'Union des Républiques socialistes soviétiques) [traduit du russe]: Ma visite aux Etats-Unis d'Amérique, où j'ai été invité par le président Eisenhower, coïncide avec le début des travaux de la quatorzième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Permettez-moi tout d'abord de remercier sincèrement les représentants à l'Assemblée et le Secrétaire général de m'avoir donné l'occasion de prendre la parole à cette tribune. J'apprécie d'autant plus cet honneur que l'Union soviétique soumet aujourd'hui à l'examen de l'Assemblée générale des propositions très importantes sur le problème le plus grave de notre époque, celui qui préoccupe le plus les peuples, je veux dire le problème du désarmement.

3. Jamais encore les peuples n'ont mis dans une organisation internationale autant d'espoirs que dans l'Organisation des Nations Unies. Née à une dure époque, alors que le fracas des dernières batailles de la seconde guerre mondiale ne s'était pas encore éteint et que les cendres des villes et des villages détruits fumaient encore, l'Organisation des Nations Unies, exprimant la pensée et les aspirations de millions d'êtres humains marqués par la souffrance, s'est assigné solennellement pour tâche principale de préserver les générations futures du fléau de la guerre; aujourd'hui, l'Organisation comprend plus de 80 Etats Membres. Elle compte dans ses rangs un grand nombre d'Etats qui, au cours de la dernière guerre, se trouvaient dans le camp opposé à celui de ceux qui ont jeté les bases de l'Organisation.

4. Plus de 14 ans se sont écoulés depuis la création de cette tribune internationale, sans que l'objectif en vue duquel elle a été fondée ait été encore atteint. Les peuples continuent de craindre pour la paix et pour leur avenir. Ils ne pourront d'ailleurs manquer d'éprouver des craintes tant qu'il y aura des conflits armés et que le sang coulera dans une partie du monde ou dans une autre. Le monde, qui n'a pas encore oublié les horreurs de la seconde guerre mondiale, voit s'amonceler les nuages annonciateurs d'un nouveau danger de guerre, nuages qui, par moments, deviennent menaçants.

5. La tension qui existe dans les relations internationales ne peut pas continuer indéfiniment: ou bien elle s'aggravera à tel point que le seul dénouement possible sera la guerre, ou bien les Etats, par leurs efforts concertés, réussiront à y mettre un terme avant qu'il ne soit trop tard. Les peuples attendent de l'Organisation des Nations Unies qu'elle redouble d'efforts pour établir un climat de confiance et de compréhension mutuelles entre les Etats et pour renforcer la paix universelle.

6. Pour que les Etats réussissent à résoudre les différends internationaux, il faut qu'ils pensent à ce qui peut les rapprocher, et non à ce qui divise le monde d'aujourd'hui. Aucune différence sociale et politique, aucune divergence d'idéologies et de convictions religieuses ne doivent empêcher les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies de s'entendre sur l'essentiel, c'est-à-dire de convenir qu'ils respecteront tous scrupuleusement et sans défaillance les principes de la coexistence pacifique et de la coopération amicale. En revanche, si nous mettons l'accent sur nos divergences et nos différences d'ordre social, tous les efforts que nous déployons pour préserver la paix seront probablement voués à l'échec. Au XXème siècle, on ne saurait, comme les fanatiques du Moyen Age, entreprendre des croisades pour supprimer les infidèles par le fer et par le feu, sans risquer de précipiter l'humanité dans la plus grande catastrophe de son histoire.

7. L'Organisation des Nations Unies elle-même exprime l'idée d'une coopération pacifique entre Etats ayant des systèmes sociaux et politiques différents. En effet, les nombreux Etats dont les délégués siègent dans cette salle représentent divers systèmes sociaux, une multitude de races et de nationalités, et une grande diversité de conceptions et de cultures.

8. Cependant, puisque les Etats adoptent une attitude différente à l'égard des questions litigieuses et ne sont pas d'accord sur les causes de la tension internationale actuelle, il faut que les gouvernements, pour aplanir ces divergences, déploient des efforts opiniâtres et fassent preuve de modération et de sagesse politique. Il est temps que l'action de l'Organisation des Nations Unies en faveur du renforcement de la paix soit secondée par les efforts des chefs de gouvernement de tous les Etats et par ceux des masses populaires, qui veulent la paix et la sécurité des peuples. Tout indique que le moment est venu d'ouvrir une ère de négociations, de conférences internationales et de rencontres

entre hommes d'Etat, de façon que les problèmes internationaux susceptibles de règlement soient résolus les uns après les autres.

9. Si l'on veut que les Etats, dans leurs relations mutuelles, respectent intégralement le principe de la coexistence pacifique, il faut, selon nous, mettre fin à la "guerre froide". Les peuples ne sauraient permettre que se perpétue cet état anormal de "guerre froide", pas plus qu'ils ne pourraient tolérer que sévissent des épidémies de peste ou de choléra.

10. Que faut-il entendre par "mettre fin à la guerre froide" et que faut-il faire pour y parvenir?

11. Il faut avant tout faire cesser les incitations à la guerre. On doit bien l'avouer, certains hommes d'Etat peu clairvoyants continuent à prononcer des discours belliqueux. N'est-il pas temps de faire cesser ce cliquetis d'armes et ces menaces contre d'autres Etats?

12. La "guerre froide" est doublement dangereuse, car elle va de pair avec une course effrénée aux armements qui fait boule de neige et aggrave la suspicion et la méfiance entre Etats.

13. Il ne faut pas non plus oublier que la "guerre froide" a commencé et se poursuit à une époque où les vestiges de la seconde guerre mondiale ne sont pas encore liquidés, tant s'en faut, où aucun traité de paix n'a encore été signé avec l'Allemagne, et où le régime d'occupation subsiste au cœur de ce pays, dans les secteurs occidentaux de Berlin. La suppression de cette source de tension, au centre de l'Europe, dans la partie du monde la plus exposée au danger, où d'importantes forces armées appartenant à des groupements militaires opposés se font face, permettrait d'assainir la situation internationale actuelle. Nous demandons instamment aux Gouvernements des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la France de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que nous puissions nous entendre sur les mesures concrètes à prendre à cette fin.

14. Qui oserait nier que la multiplication des contacts entre les peuples contribuerait considérablement à mettre fin à la "guerre froide" et à détendre l'atmosphère internationale? A notre avis, il convient de développer la pratique des échanges de visites entre hommes d'Etat ainsi qu'entre représentants des milieux politiques, des milieux d'affaires et des organisations sociales et aussi d'intensifier la collaboration internationale sur les plans économique, culturel, scientifique et technique.

15. Je tiens à dire que l'Organisation des Nations Unies serait beaucoup mieux en mesure de jouer son noble rôle si elle savait se débarrasser elle-même des éléments de "guerre froide" qui paralysent bien souvent son activité. Lorsque nous voyons que la République populaire de Chine, l'une des principales puissances mondiales, se voit toujours refuser, après des années, ses droits légitimes à l'Organisation des Nations Unies, cette situation inadmissible n'est-elle pas une manifestation de la "guerre froide"?

16. Peut-on sérieusement penser que l'on puisse résoudre définitivement et de façon satisfaisante les problèmes mondiaux les plus graves sans la participation de la noble Chine populaire, qui s'apprête à célébrer glorieusement son dixième anniversaire?

17. Permettez-moi d'être tout à fait franc à ce sujet. Tout le monde sait que lorsque quelqu'un meurt, il faut bien finir par l'enterrer. Quelle que soit l'affection que l'on porte au défunt, quelque pénible qu'il soit de se séparer de lui, la vie oblige tout le monde à tenir compte des réalités: on fabrique un cercueil, on construit un mausolée, et l'on emporte le cadavre hors des lieux réservés aux vivants. C'est ce qui se passait dans l'Antiquité, et c'est ce qui se passe aujourd'hui encore. Pourquoi donc la Chine serait-elle représentée à l'Organisation des Nations Unies par le cadavre d'un pays réactionnaire, c'est-à-dire par la clique de Tchang Kaï-chek? Selon nous, il est grand temps que l'Organisation fasse ce que l'on fait toujours en présence d'un cadavre, c'est-à-dire qu'elle s'en débarrasse, afin que le véritable représentant du peuple chinois occupe sa place légitime à l'Organisation.

18. Car enfin, la Chine, ce n'est nullement Taïwan. Taïwan n'est qu'une petite île, une province, c'est-à-dire une parcelle de l'immense Etat chinois. La Chine, c'est la République populaire de Chine qui, depuis 10 ans, se développe rapidement, possède un gouvernement solide, reconnu par l'ensemble du peuple, ainsi que des organes législatifs élus par tous les Chinois. La Chine est un grand Etat dont Pékin est la capitale. Tôt ou tard, Taïwan, partie intégrante de l'Etat chinois souverain, sera réunie à l'ensemble de la Chine populaire; en d'autres termes, le pouvoir de la République populaire de Chine s'étendra sur cette île. Et le plus tôt sera le mieux.

19. Le rétablissement de la Chine populaire dans ses droits légitimes non seulement rehausserait immensément le prestige et l'autorité de l'Organisation des Nations Unies, mais encore contribuerait sensiblement à assainir l'atmosphère internationale en général.

20. Il faut espérer que l'Organisation trouvera en elle-même la force de se libérer de tous les vestiges de la "guerre froide" et de devenir un organisme véritablement universel de coopération internationale, qui travaillera efficacement en faveur de la paix dans le monde entier.

21. Une question se pose cependant: la liquidation de la "guerre froide", le renforcement de la paix et la coexistence pacifique des Etats constituent évidemment un objectif des plus nobles et des plus séduisants, mais cet objectif peut-il être atteint? Est-il réaliste? Sommes-nous en mesure, dès maintenant, dans les circonstances actuelles, d'édifier les relations entre Etats sur de nouvelles bases?

22. De cette tribune, je déclare catégoriquement qu'aux yeux du Gouvernement soviétique il est non seulement urgent, mais encore parfaitement possible, d'y parvenir. L'Union soviétique est persuadée que les conditions nécessaires à un changement net d'orientation dans le sens d'une amélioration des relations internationales et à la disparition complète de la "guerre froide" dans l'intérêt de l'humanité tout entière sont actuellement réunies.

23. Examinons, fût-ce rapidement, les principaux événements de ces derniers mois qui intéressent le relâchement de la tension internationale.

24. La convocation à Genève, en mai 1959, de la Conférence des ministres des affaires étrangères, à laquelle ont pris part pour la première fois les représentants dûment accrédités des deux Etats allemands, est en soi une manifestation du nouvel esprit de réalisme et de compréhension mutuelle qui caractérise les relations internationales. Evidemment, les résul-

tats obtenus à Genève ne sauraient être encore jugés suffisants pour assurer la solution concrète des problèmes internationaux urgents. Mais le fait qu'un examen approfondi et consciencieux des questions dont la Conférence de Genève était saisie ait permis, comme le souligne le communiqué final, de rapprocher les positions des parties sur un certain nombre de problèmes est en soi un bon signe. Il existe ainsi une bonne base pour des négociations futures, qui pourront mener à un accord sur les questions laissées en suspens.

25. Il est particulièrement encourageant de constater que des mesures importantes ont été prises en vue de développer les relations soviéto-américaines. Il n'est guère douteux que de l'orientation que prendront les relations entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, les deux plus grandes puissances du monde, dépend en grande partie l'évolution de l'ensemble de la situation internationale. C'est précisément pourquoi les premiers signes de renouveau qui sont apparus récemment dans les relations soviéto-américaines provoquent dans le monde entier la plus vive satisfaction. La glace dans laquelle nos relations étaient prises a certainement commencé à céder, et nous en sommes profondément heureux.

26. Parmi les événements de nature à améliorer les relations soviéto-américaines, on peut considérer comme d'une importance décisive l'échange de visites entre les chefs de gouvernement de l'URSS et des Etats-Unis. Nous avons procédé et nous procéderons encore à des échanges de vues avec le Président des Etats-Unis au sujet des relations entre nos deux pays et des problèmes internationaux qu'il est grand temps de régler. Nous sommes persuadés que M. Eisenhower veut contribuer à atténuer la tension dans les relations entre Etats.

27. A l'occasion d'une conférence de presse, le Président des Etats-Unis s'est déclaré disposé à entamer des négociations réalistes avec l'Union soviétique sur un plan raisonnable de désarmement général comportant des garanties mutuelles ou sur un programme de désarmement portant sur des types spéciaux d'armes, d'amorcer réellement le règlement du problème que pose la division de l'Allemagne et d'aider par d'autres moyens à atténuer la tension dans le monde. J'espère vivement que ces échanges de vues entre le président Eisenhower et moi-même seront féconds.

28. Nous sommes de ceux qui espèrent que l'échange de visites entre les chefs de gouvernement des Etats-Unis et de l'URSS et les rencontres et conversations qui doivent avoir lieu par la suite contribueront directement à liquider la "guerre froide", à condition évidemment qu'il existe un désir mutuel d'y parvenir. C'est dans cet esprit que nous envisageons notre visite aux Etats-Unis d'Amérique et la visite prochaine du président Eisenhower en Union soviétique.

29. On pourrait citer encore de nombreux symptômes de l'évolution nouvelle et favorable de la situation internationale.

30. Les signes de détente internationale ne sont évidemment pas le fruit d'un heureux concours de circonstances. A notre avis, le monde entre véritablement dans une nouvelle phase des relations internationales. Les années pénibles de la "guerre froide" ne peuvent manquer de laisser leurs traces chez tous. L'homme de la rue, comme les dirigeants politiques de tous les pays, a beaucoup réfléchi et beaucoup appris. Partout, les forces qui défendent activement la cause de la paix et des relations amicales entre les peuples se sont développées immensément.

31. Evidemment, ce serait faire preuve d'un optimisme injustifié que de prétendre que la méfiance et la suspicion dans les relations internationales sont déjà du domaine du passé et que la paix est déjà assurée dans le monde et n'exige plus les efforts persévérants de tous les Etats. Malheureusement, nous n'en sommes pas encore là, tant s'en faut. Dans de nombreux pays, les milieux qui cherchent à empêcher toute atténuation de la tension internationale et qui sèment les germes de nouveaux conflits sont encore agissants et influents. Ils défendent un ordre ancien et révolu et ils s'accrochent à l'héritage de la "guerre froide".

32. Cependant, le cours des événements, particulièrement ces derniers temps, montre que toute tentative visant à empêcher la détente internationale et à mettre des bâtons dans les roues tourne à la confusion de ses auteurs, car les peuples ne les suivent pas.

33. Nous vivons à une époque où l'humanité marche à pas de géant, et nous sommes les témoins non seulement d'un développement extraordinaire de l'industrie, de la science et de la technique, mais encore d'un changement rapide de la physionomie politique des grandes régions du monde. Des peuples naguère arriérés se libèrent de la dépendance coloniale et de nouveaux Etats indépendants remplacent les anciennes colonies et semi-colonies. Qu'il me soit permis de souhaiter de tout cœur la bienvenue ici aux représentants de ces Etats.

34. Cependant, il faut le reconnaître, les peuples qui ont le droit de siéger à l'Organisation des Nations Unies ne sont pas encore tous représentés ici. L'Union soviétique, comme tous les peuples épris de liberté, forme des vœux chaleureux pour les peuples qui vivent encore sous le joug colonial, mais qui luttent opiniâtrement pour s'en libérer.

35. Les derniers bastions du système colonial périmé s'écroulent, et c'est là l'un des faits particulièrement importants de notre époque. Si l'on jette un coup d'œil sur la carte de l'Asie et de l'Afrique, on constate que des centaines de millions d'êtres humains se sont affranchis du joug séculaire de l'étranger et de l'exploitation par autrui.

36. Les générations futures admireront les hauts faits de ceux qui ont dirigé la lutte pour l'indépendance de l'Inde, de l'Indonésie, de la République arabe unie, de l'Irak, du Ghana, de la Guinée et d'autres Etats, tout comme les citoyens américains d'aujourd'hui vénèrent George Washington et Thomas Jefferson, qui ont été à la pointe du combat pour l'indépendance du peuple américain.

37. Je tiens à déclarer ici, à la tribune de l'Organisation des Nations Unies, que l'Union soviétique éprouve la sympathie la plus sincère et la compréhension la plus profonde pour tous les peuples qui, dans diverses parties du monde, défendent leur liberté et leur indépendance nationale. Je pense que cette attitude correspond entièrement aux principes de la Charte des Nations Unies, dont la pierre angulaire est la reconnaissance du droit des peuples à une existence et à un développement libres et indépendants.

38. Qui donc, sinon l'Organisation des Nations Unies, doit la première tendre une main secourable aux peuples qui se libèrent et veiller à garantir leur droit imprescriptible d'être les maîtres de leur destin et

d'organiser leur vie sans pression ni ingérence de l'extérieur? Et n'est-ce pas le devoir de l'Organisation des Nations Unies de contribuer de tout son pouvoir au progrès économique des nouveaux Etats nés des ruines du système colonial et de les aider à mettre plus rapidement sur pied leur économie nationale? On ne pourra y parvenir qu'en fournissant à ces pays une aide économique considérable qui ne s'accompagne d'aucune condition, politique ou autre. C'est précisément dans cet esprit que l'Union soviétique envisage l'aide économique qu'elle offre et qu'elle entend continuer d'offrir à de nombreux Etats. Selon nous, cette attitude correspond entièrement aux principes de la Charte de l'Organisation des Nations Unies.

39. L'Union soviétique serait également prête à fournir, de concert avec d'autres puissances, une aide économique aux pays dits sous-développés en utilisant à cette fin une partie des ressources financières qui se trouveraient libérées en Union soviétique et dans d'autres pays si un accord international relatif au désarmement et à la réduction des budgets militaires était conclu. Nous nous sommes déjà déclarés disposés à prendre un engagement de ce genre, et mon gouvernement m'a autorisé à le déclarer une fois de plus, à la tribune de l'Assemblée générale.

40. Il existe une autre source très importante d'aide aux pays économiquement sous-développés qui, d'après nous, devrait être largement exploitée. Si les peuples d'un grand nombre de ces pays ont conquis leur indépendance politique, ils n'en demeurent pas moins soumis comme par le passé à une pénible exploitation économique de la part de l'étranger. Leurs ressources pétrolières et leurs autres richesses naturelles sont pillées et exportées à vil prix, et les exploiteurs étrangers en tirent d'immenses profits.

41. Tout comme les représentants de nombreux autres Etats, nous estimons qu'en matière d'aide économique on ne saurait mettre sur le même pied ceux qui ne participent pas et n'ont jamais participé à l'exploitation des anciens pays coloniaux, et ceux qui continuent sans scrupule à drainer les richesses des pays sous-développés. Il serait légitime et équitable que les exploiteurs étrangers restituent ne fût-ce qu'une partie des ressources qu'ils ont tirées de l'exploitation des peuples asservis, de façon que les sommes rendues sous forme d'aide aux pays sous-développés servent à assurer le progrès économique et culturel de ces pays et à relever le niveau de vie de leurs peuples.

42. L'Union soviétique continuera comme par le passé à fournir une aide réelle et désintéressée aux pays sous-développés. Nous ne serons pas en reste.

43. Quel absurde vestige du passé que les divers obstacles artificiels qui, de nos jours, entravent le développement complet du commerce international! Il y a longtemps que l'on aurait dû enterrer, et sans aucune pompe, l'ensemble du système de discriminations commerciales.

44. Comme vous le savez, l'Union soviétique s'est toujours déclarée en faveur du développement général des relations commerciales entre Etats sur la base de l'égalité et de l'avantage mutuel des parties intéressées. Nous sommes profondément convaincus que le commerce fournit une excellente occasion de développer comme il convient la coopération pacifique entre les Etats et d'affermir la confiance mutuelle entre les peuples. A notre avis, cette attitude correspond entièrement aux dispositions de la Charte de l'Organisation des Nations Unies, qui invite tous les Etats Membres à développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes.

45. Un grand nombre de problèmes internationaux se posent à nous. Ces problèmes n'ont pas tous la même importance ni la même urgence. Les uns concernent les relations entre certains pays; les autres touchent aux intérêts des peuples d'un certain nombre de pays ou de certains continents. Mais il est un problème dont les êtres humains attendent la solution avec espoir, dans tous les pays petits et grands, quels que soient leur système social et leur mode de vie: c'est le problème du désarmement. La voie dans laquelle s'engagera l'humanité — celle de la guerre avec ses conséquences catastrophiques, ou celle du triomphe de la paix — dépend en grande partie de la réponse à la question de savoir si l'on parviendra à trouver une solution juste à ce problème. Les peuples ont soif de paix et les êtres humains veulent vivre sans craindre pour eux-mêmes, sans craindre de perdre les leurs dans le brasier d'une nouvelle guerre.

46. Pendant des siècles, les peuples ont rêvé de se débarrasser des instruments meurtriers de guerre. Les plus grands esprits humains, les personnalités et les hommes d'Etats les plus éminents, les partis les plus proches des travailleurs, ont lancé et défendu l'idée du désarmement. Cependant, en fait de désarmement, le monde, depuis des dizaines d'années, est en proie à la fièvre des armements.

47. Qui pourrait soutenir sincèrement que la course aux armements a contribué à régler fût-ce le problème international le plus simple? Au contraire, elle ne fait que compliquer et embrouiller la solution de tous les différends.

48. Jamais encore la course aux armements n'avait atteint un tel rythme et n'avait été aussi lourde de dangers qu'aujourd'hui, à l'époque de l'atome, de l'électronique et de la conquête de l'espace cosmique.

49. Tout récemment encore, les armes automatiques à tir rapide, les chars d'assaut, les canons à longue portée et les bombes aériennes passaient pour les moyens d'extermination les plus terribles et les plus puissants. Mais peut-on les comparer aux armes d'aujourd'hui? Nous sommes parvenus à un stade où il est difficile d'inventer des armes plus destructrices que l'arme à l'hydrogène, dont la puissance est pratiquement illimitée. La totalité des moyens de destruction dont l'humanité disposait dans le passé représente bien peu de chose à côté de ceux que détiennent actuellement les deux ou trois puissances qui possèdent des armes nucléaires.

50. Je ne révélerai pas un grand secret en disant que l'explosion d'une seule, je dis bien, d'une seule bombe à l'hydrogène à haute puissance libère une énorme quantité d'énergie destructrice. Je lisais récemment les déclarations de M. W. Davidon, spécialiste américain de la physique nucléaire, qui estime que l'explosion d'une bombe à l'hydrogène libère une quantité d'énergie supérieure à celle de toutes les explosions qui ont eu lieu pendant toutes les guerres de l'histoire humaine. Il a probablement raison. Peut-on perdre de vue que la puissance destructrice des instruments de guerre a atteint des proportions aussi colossales?

peut-on oublier qu'il n'existe pas actuellement un seul point du globe terrestre qui soit à l'abri des armes nucléaires et des fusées?

51. Il est difficile d'imaginer les conséquences qu'entraînerait pour l'humanité une guerre faite à l'aide de ces instruments monstrueux de destruction et d'extermination. Si on laissait une telle guerre se déclencher, le nombre des victimes se compterait non pas en millions, mais en dizaines et même en centaines de millions. Dans une telle guerre, il n'y aurait pas de différence entre le front et l'arrière, entre les soldats et les enfants. Elle transformerait en ruines nombre de grandes villes et de centres industriels et elle causerait la perte irréparable des plus beaux monuments de la culture, érigés par le labeur séculaire du génie humain. Cette guerre n'épargnerait pas davantage les générations à venir. Ses traces empoisonnées, qui prendraient la forme de la contamination radio-active, continueraient longtemps encore à handicaper les êtres humains et à faire de nombreuses victimes.

52. Le monde se trouve actuellement dans une situation dangereuse. Il existe diverses alliances militaires, et la course aux armements ne s'arrête pas un instant. L'atmosphère est devenue tellement inflammable qu'une étincelle suffirait à déclencher la catastrophe. Dans les circonstances actuelles, n'importe quel incident absurde, par exemple le dérangement du mécanisme de direction d'un avion porteur d'une bombe à l'hydrogène, ou l'aberration mentale d'un pilote, pourrait amener la guerre.

53. En outre, et c'est là un fait bien connu, la course aux armements impose d'ores et déjà un lourd fardeau aux peuples. Elle provoque la hausse des prix des articles de consommation courante et la diminution des salaires réels, exerce une influence funeste sur l'économie de nombreux Etats et désorganise le commerce international. Jamais encore autant d'Etats ni autant de personnes n'ont été occupés à des préparatifs militaires. Si l'on ajoute aux soldats les personnes dont l'activité est liée, directement ou indirectement, à la production d'armements et aux recherches militaires, on constate que plus de 100 millions d'hommes parmi les travailleurs, les savants et les techniciens les plus énergiques et les plus capables sont détournés des tâches pacifiques. Une énorme quantité d'énergie humaine, de connaissances, d'ingéniosité et d'habileté technique est engloutie en quelque sorte dans un puits sans fond, absorbée par une production croissante d'armements.

54. A l'heure actuelle, les dépenses militaires de tous les Etats s'élèvent à environ 100 milliards de dollars par an. N'est-il pas temps d'en finir avec ce gaspillage insensé des deniers publics et de l'énergie des peuples, qui servent à préparer la guerre et la destruction?

55. Le Gouvernement soviétique, qui fonde sa politique étrangère sur le principe de la coexistence pacifique des Etats, se prononce pour la paix et pour l'amitié entre tous les peuples. Notre politique intérieure vise un objectif unique: assurer une vie digne des idéaux les plus nobles de l'humanité. Notre plan septennal est empreint d'un esprit de paix et du souci de ménager le bien-être et le bonheur du peuple. Notre politique étrangère vise un but unique et invariable: prévenir la guerre et assurer la paix et la sécurité pour notre pays et pour tous les autres pays.

56. Certains hommes d'Etat des pays occidentaux comptaient que, par suite de la "guerre froide", les ressources matérielles de l'Union soviétique et des autres pays socialistes s'épuiseraient et que leur économie serait compromise. Cependant, leurs calculs ne se sont pas révélés exacts. L'Union soviétique éprouve certes quelques difficultés du fait de la production d'armements, mais elle n'en développe pas moins rapidement son économie et elle satisfait toujours davantage aux besoins croissants de son peuple. Bien entendu, elle pourvoirait encore mieux à la demande de biens matériels si le fardeau des armements disparaissait.

57. L'Union soviétique est un champion résolu et opiniâtre du désarmement. Dans notre Etat, il n'existe ni classes ni groupes qui aient intérêt à faire la guerre, à continuer la course aux armements et à conquérir des territoires étrangers. Tout le monde conviendra que pour exécuter les tâches grandioses que nous nous sommes assignées, pour accroître le bien-être du peuple soviétique et mettre en œuvre nos plans de développement économique, nous avons besoin de paix. Comme les autres Etats pacifiques, nous voudrions orienter intégralement notre économie et nos ressources vers des buts pacifiques, pour fournir au peuple, en abondance, la nourriture, l'habillement, le logement et les autres biens qui lui sont nécessaires. Mais puisque la course aux armements continue, nous ne pouvons pas consacrer tous nos efforts à des tâches pacifiques sans mettre en danger les intérêts vitaux de notre peuple et compromettre la sécurité de notre pays.

58. Tous les peuples ont besoin de paix. A la fin de la seconde guerre mondiale, l'Union soviétique a présenté à l'Organisation des Nations Unies des propositions concrètes de désarmement. Nous proposions d'interdire complètement l'arme atomique, d'opérer une réduction importante des forces armées et des armements, et de diminuer sensiblement les dépenses militaires. Nous nous prononcions pour la suppression des bases militaires en territoire étranger et pour le retrait des forces armées stationnées à l'étranger.

59. Nous avons prouvé notre désir de résoudre le problème du désarmement non seulement par nos paroles, mais aussi par nos actes. A maintes reprises, l'Union soviétique a fait preuve d'initiative et a pris des dispositions concrètes visant à mettre fin à la course aux armements et à appliquer le plus tôt possible des mesures pratiques de désarmement. Dès la fin de la guerre, nous avons démobilisé des effectifs importants. Nous avons renoncé à toutes les bases militaires dont nous disposions après la seconde guerre mondiale sur le territoire d'autres Etats.

60. Je rappelle qu'au cours des dernières années, nous avons réduit unilatéralement les effectifs des forces armées soviétiques de plus de 2 millions d'hommes. Nous avons diminué sensiblement nos effectifs stationnés dans la République démocratique allemande et nous avons retiré toutes les troupes qui se trouvaient dans la République populaire roumaine. Nous avons réduit considérablement nos dépenses militaires.

61. En 1958, l'Union soviétique a cessé unilatéralement de procéder à des essais d'armes atomiques et d'armes à l'hydrogène, dans l'espoir que cette noble initiative servirait d'exemple à d'autres puissances. On ne peut que regretter que ces espoirs aient été déçus. Maintenant, le Gouvernement soviétique a décidé de ne pas reprendre ses essais nucléaires en Union

soviétique si les puissances occidentales ne recommencent pas à procéder à des essais d'armes atomiques et d'armes à l'hydrogène. C'est seulement au cas où ces essais reprendraient que l'Union soviétique se considérerait comme libérée de ses engagements.

62. Depuis plus de 14 ans déjà, l'Organisation des Nations Unies et diverses conférences internationales étudient le problème du désarmement. Cependant, aucun résultat concret n'a été obtenu jusqu'à ce jour. Pourquoi? Je ne voudrais pas revenir sur le passé, me livrer à une analyse des obstacles auxquels on s'est heurté et des divergences qui ont surgi au cours des négociations sur le désarmement, et encore moins porter des accusations contre qui que ce soit. Actuellement, ce n'est pas cela qui importe. L'essentiel, nous en sommes profondément convaincus, c'est de lever les obstacles fondamentaux qui bloquent la route du désarmement et d'essayer de trouver un nouveau moyen de résoudre ce problème.

63. L'expérience des négociations sur le désarmement a nettement montré que la question du contrôle constituait l'un des principaux obstacles à la conclusion d'un accord. Comme par le passé, nous préconisons un contrôle international rigoureux pour assurer le respect de l'accord de désarmement, lorsque cet accord sera conclu. Mais nous nous sommes toujours opposés à ce que le système de contrôle ne soit pas lié aux mesures de désarmement et à ce que les organes de contrôle deviennent des organes chargés essentiellement de recueillir des renseignements secrets alors qu'il n'y aurait en fait aucun désarmement.

64. Nous sommes pour un désarmement effectif soumis à un contrôle, mais nous sommes contre le contrôle sans désarmement. Les adversaires du désarmement peuvent aisément subordonner toute mesure de désarmement à des conditions de contrôle telles que les autres Etats ne seront pas à même d'y satisfaire étant donné la continuation de la course universelle aux armements. Evidemment, les Etats qui, pour une raison ou pour une autre, formulent de si grandes exigences en ce qui concerne le contrôle ne seraient dans la pratique aucunement enclins à accepter de telles mesures si elles étaient appliquées.

65. Il y a d'autres difficultés. Tant que l'on envisagera un simple désarmement partiel et que, par hypothèse, il restera encore une certaine quantité d'armes après la conclusion d'un accord de désarmement, les Etats garderont la possibilité matérielle de lancer une attaque. Il serait toujours à craindre qu'une attaque de ce genre puisse encore avoir lieu à l'aide des types d'armements et des forces armées que conserveraient les Etats. Le sentiment que cette possibilité subsisterait a beaucoup gêné les négociations sur le désarmement.

66. De nombreux Etats craignaient que les mesures de désarmement ne portent précisément sur les types d'armes pour lesquels ils ont la supériorité et qui leur paraissent particulièrement indispensables. Il est évident que dans les circonstances actuelles, en période de "guerre froide" et de suspicion mutuelle, aucun Etat — si l'on veut parler sérieusement, et non à des fins de propagande — ne pourrait dévoiler ses secrets militaires ni l'organisation de sa défense et de sa production d'armements sans nuire aux intérêts de sa sécurité nationale.

67. Tous les représentants conviendront, j'en suis sûr, qu'il faut orienter la sagesse collective de tous les Etats et de l'Organisation des Nations Unies vers la recherche d'un nouveau moyen de résoudre le problème du désarmement.

68. Il s'agit de trouver un instrument qui permette d'arrêter l'humanité au bord du gouffre de la guerre. Ce qui importe actuellement, c'est de rendre impossible le déclenchement d'une guerre. Tant qu'il existera de puissantes forces terrestres, aériennes et navales, ainsi que des armes nucléaires et des fusées, tant que les jeunes gens, au seuil de la vie, apprendront avant toute autre chose l'art du combat, et tant que les états-majors généraux élaboreront les plans d'opérations militaires futures, il n'y aura pas de garantie d'une paix solide.

69. Après avoir étudié de très près la situation actuelle, le Gouvernement soviétique a acquis la conviction profonde que, pour sortir de l'impasse, il faut s'engager dans la voie d'un désarmement général et complet. De cette façon, la possibilité qu'un Etat conserve un avantage militaire quelconque sera entièrement exclue. Le désarmement général et complet permettrait en effet de lever tous les obstacles que pose le désarmement partiel et de frayer la voie à l'établissement d'un contrôle universel et total.

70. Que propose le Gouvernement soviétique?

71. En substance, nos propositions tendent à ce que tous les Etats, au cours d'une période de quatre ans, réalisent un désarmement complet, de sorte qu'ils ne disposent plus d'instruments de guerre.

72. Cela signifie que les forces terrestres, navales et aériennes cesseront d'exister, que les états-majors généraux et les ministères de la défense seront dissous et que les écoles militaires seront fermées. Des dizaines de millions d'être humains retourneront à des tâches pacifiques et constructives.

73. Les bases militaires situées en territoire étranger seront supprimées.

74. Toutes les bombes atomiques et les bombes à l'hydrogène que possèdent les Etats seront détruites et leur production sera arrêtée. L'énergie des matières fissiles servira exclusivement à des fins pacifiques d'ordre économique ou scientifique.

75. Les engins balistiques de tous rayons d'action seront supprimés et la technique des fusées servira uniquement aux transports ou à la conquête de l'espace cosmique, pour le bien de l'humanité tout entière.

76. Les Etats ne devront plus disposer que de contingents de police (ou de milices) strictement limités et fixés d'un commun accord pour chaque pays, dotés d'armes légères et servant exclusivement à maintenir l'ordre public et à assurer la sécurité personnelle des citoyens.

77. Pour qu'aucun Etat ne puisse manquer à ses engagements, nous proposons d'établir un organe de contrôle international composé de tous les Etats. Le système de contrôle devra porter sur toutes les mesures de désarmement et sera adapté aux étapes prévues pour le désarmement.

78. Si le désarmement est universel et complet, lorsqu'il sera achevé, le contrôle sera également général et complet. Les Etats n'auront rien à se cacher: aucun d'eux ne possédera d'armes dont il pourrait se servir contre les autres, et les inspecteurs pourront exercer leur activité en toute liberté.

79. Cette façon de résoudre le problème du désarmement assurera intégralement la sécurité de tous les Etats. Elle créera des conditions favorables à la coexistence pacifique des Etats. Les problèmes internationaux seront désormais tous résolus, non pas par les armes, mais par des moyens pacifiques.

80. Nous sommes des politiciens réalistes et nous comprenons que l'élaboration d'un programme de désarmement aussi vaste exigera un certain temps. Pendant que l'on mettra ce programme au point et que l'on s'efforcera de s'entendre sur les différentes questions en jeu, il ne faudra pas rester les bras croisés.

81. Le Gouvernement soviétique estime que l'élaboration d'un programme de désarmement général et complet ne doit pas retarder la solution du problème de l'arrêt définitif des essais d'armes nucléaires, problème brûlant et parfaitement susceptible de règlement. Toutes les conditions voulues se trouvent maintenant réunies à cet effet. Nous espérons qu'un accord approprié sur la cessation des essais sera conclu et appliqué immédiatement.

82. Le danger d'une guerre qui serait faite à l'aide de fusées et d'armes nucléaires menace les peuples, et il exige des décisions audacieuses et de grande portée, dans l'intérêt de la paix.

83. L'adoption d'une décision tendant à assurer à bref délai un désarmement général et complet et l'exécution de cette décision ouvriraient une nouvelle ère de la vie internationale. En acceptant de procéder à un désarmement général et complet, les Etats confirmeraient réellement, de manière convaincante, qu'ils n'ont aucune intention agressive et qu'ils désirent sincèrement fonder leurs relations avec les autres Etats sur l'amitié et la coopération. Si les armes étaient détruites et si les forces armées étaient licenciées, les Etats n'auraient plus aucune possibilité matérielle de mener une politique qui ne soit pas une politique de paix.

84. Après avoir effectué un désarmement complet, l'humanité éprouverait un sentiment semblable à celui qui étreint le voyageur recru de fatigue et terrorisé par la crainte de mourir de soif et d'épuisement, lorsque, après avoir longtemps erré dans le désert, il atteint une oasis.

85. Le désarmement général et complet permettrait de détourner de la production des instruments d'extermination d'immenses ressources matérielles et financières et de les utiliser à des tâches constructives. L'énergie humaine pourrait servir à créer des biens matériels et des valeurs spirituelles qui embelliraient et ennobliraient le labeur et la vie des êtres humains.

86. Grâce à la mise en œuvre du programme de désarmement général et complet, il serait possible d'affecter d'énormes crédits à la construction d'écoles, d'hôpitaux, de logements et de routes, ainsi qu'à la production de denrées alimentaires et de produits industriels. Les sommes libérées permettraient de réduire sensiblement les impôts et d'abaisser les prix. Le niveau de vie des populations s'en trouverait relevé et des millions d'hommes et de femmes s'en réjouiraient. Avec les seuls fonds que les Etats ont affectés au cours des 10 dernières années aux besoins militaires, on pourrait construire plus de 150 millions de logements dotés de tout le confort, où pourraient habiter des centaines de millions de personnes.

87. Un désarmement général et complet offrirait également des possibilités entièrement nouvelles en matière d'aide aux Etats dont l'économie est actuellement peu développée et qui ont besoin du concours des pays industriels. Même si une petite partie seulement des économies réalisées grâce à la suppression des dépenses militaires des grandes puissances servait à aider ces Etats, le développement économique de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine pourrait entrer dans une ère véritablement nouvelle.

88. On verrait tomber tous les obstacles artificiels au développement du commerce international, qui prennent actuellement la forme de limitations discriminatoires, de listes de produits dont l'exportation est interdite, etc. L'industrie de pays tels que les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne occidentale et d'autres pays industriels pourrait enfin recevoir des commandes importantes d'autres Etats. L'utilisation des sommes libérées par le désarmement créerait les plus vastes possibilités d'emploi. C'est pourquoi il est faux de prétendre que le désarmement provoquera une crise ou une diminution de l'activité économique dans les pays industriels du monde capitaliste.

89. Lorsque aucun Etat n'aura la possibilité matérielle de déclencher des hostilités contre d'autres Etats, les relations internationales commenceront à se développer sous le signe de la confiance. La suspicion et la peur disparaîtront et tous les pays pourront véritablement entretenir des relations de bon voisinage. La porte sera largement ouverte à la coopération économique, commerciale et culturelle entre tous les Etats. Pour la première fois, la paix sûre et solide à laquelle tous les peuples aspirent tant deviendra une réalité.

90. Persuadé que ces nobles buts peuvent et doivent être atteints grâce aux efforts conjugués de tous les Etats qui sont unis sous le signe des principes pacifiques de la Charte de l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement de l'URSS soumet à l'examen de l'Organisation une déclaration relative au désarmement général et complet, comportant des propositions concrètes sur cette question[1].

91. Il va de soi qu'au cas où, pour une raison ou pour une autre, les puissances occidentales ne seraient pas actuellement prêtes à souscrire à un désarmement général et complet, le Gouvernement soviétique serait disposé à s'entendre avec les autres Etats sur des mesures partielles appropriées visant à assurer le désarmement et à renforcer la sécurité. Les principales mesures à prévoir, de l'avis du Gouvernement soviétique, sont les suivantes:

1) Création d'une zone de contrôle et d'inspection et réduction des effectifs des troupes étrangères stationnées sur le territoire des pays intéressés de l'Europe occidentale;

2) Création en Europe centrale d'une zone exempte d'armes atomiques;

3) Retrait de toutes les troupes étrangères du territoire des Etats européens et suppression des bases militaires en territoire étranger;

4) Conclusion d'un pacte de non-agression entre les Etats membres de l'OTAN et les Etats parties au Traité de Varsovie;

---

[1] Distribué ultérieurement sous la cote A/4219.

5) Accord en vue de prévenir toute attaque par surprise d'un Etat par un autre Etat.

92. Le Gouvernement soviétique juge utile de rappeler ses propositions du 10 mai 1955 concernant le désarmement[2], qui contiennent des dispositions concrètes touchant des mesures partielles de désarmement. Il est persuadé que ces propositions constituent une bonne base d'entente sur ce problème vital.

93. Ce n'est pas la première fois que l'Union soviétique lance l'idée d'un désarmement général et complet. Entre les deux guerres, le Gouvernement de l'URSS avait déjà présenté un programme détaillé de désarmement complet[3]. A l'époque, les adversaires du désarmement déclaraient volontiers que si l'Union soviétique présentait ces propositions, c'était parce qu'elle était un Etat économiquement et militairement faible. Si cette thèse fallacieuse a pu alors trouver crédit auprès de certaines personnes, chacun se rend clairement compte aujourd'hui qu'il est absurde de parler de la faiblesse de l'Union soviétique.

94. La nouvelle proposition du Gouvernement soviétique s'inspire uniquement du désir d'assurer une paix véritablement stable entre les peuples.

95. Nous disons sincèrement à tous les pays: au lieu du slogan "armons! ", qui a encore cours dans certains milieux, adoptons le slogan "désarmons intégralement! ". Rivalisons, mais pour savoir qui construira le plus grand nombre de logements, d'écoles et d'hôpitaux pour son peuple, qui produira le plus de pain, de lait, de viande, de vêtements et d'autres articles de consommation courante, et non pas pour savoir qui possédera le plus grand nombre de bombes à l'hydrogène et de fusées. Tous les peuples de la terre s'en réjouiront.

96. L'Assemblée générale des Nations Unies, devant laquelle j'ai l'honneur de parler aujourd'hui, peut et doit jouer un plus grand rôle dans les affaires internationales. Son importance tient à ce que tous les pays du monde y sont représentés. Ces pays se sont unis pour examiner en commun les problèmes internationaux qui se posent. Si deux ou plusieurs Etats ne sont pas en mesure de s'entendre, l'Organisation des Nations Unies doit leur apporter son concours. Dans ce cas, son rôle consiste à arrondir les angles dans les relations entre Etats, à éliminer les possibilités de conflits, de complications, voire de guerre. En remplissant son rôle principal, c'est-à-dire en renforçant la paix et la sécurité générales des peuples, l'Organisation jouira du respect qui lui est dû et verra grandir son autorité.

97. Cependant, il convient de le dire en toute franchise, l'Organisation des Nations Unies, à l'heure actuelle, ne s'acquitte malheureusement pas toujours de ce rôle. Parfois même, les relations entre Etats se trouvent aggravées du fait que les questions sont mal posées à l'Organisation des Nations Unies.

98. Pourquoi en est-il ainsi? Parce que les Etats Membres ne manifestent pas tous le respect voulu à l'égard de cette organisation, dans laquelle l'humanité place tant d'espoirs. Au lieu d'appuyer constamment l'autorité de l'Organisation et d'en faire véritablement l'organisme international jouissant du prestige le plus grand, auquel s'adresseraient toujours les gouvernements de tous les pays lorsqu'ils auraient des problèmes vitaux à régler, certains Etats tentent de s'en servir pour leurs propres desseins égoïstes. Evidemment, une organisation internationale ne saurait servir efficacement la cause de la paix si elle compte parmi ses membres un groupe de pays qui ont pour politique d'imposer leur volonté à d'autres Etats. Cette politique minera les fondements de l'Organisation des Nations Unies. Si la situation continue à évoluer dans ce sens, je veux dire dans le sens d'un fractionnement de l'Organisation, les relations entre Etats, loin de s'améliorer, s'aggraveront. D'organe exprimant les intérêts de tous ses Membres, l'Organisation des Nations Unies se transformera en un organe au service d'un groupe d'Etats qui mènera la politique de ces Etats et non pas une politique visant à assurer la paix dans le monde entier. Il s'ensuivra d'abord un manque de respect pour l'Organisation, qui risquera ensuite d'aller à sa ruine, comme naguère la Société des Nations.

99. Une organisation internationale fonctionnant efficacement résout les problèmes dont elle est saisie, non pas au moyen d'un décompte arithmétique des voix, mais en recherchant raisonnablement et patiemment une solution juste et acceptable pour tous. Car on ne saurait tout de même imaginer que les Etats contre la volonté desquels on prend une décision injuste vont accepter de l'appliquer. Il leur en reste un goût amer. Pensez à tous les cas de ce genre qui se sont produits dans l'histoire de l'Organisation des Nations Unies! C'est pourquoi l'Organisation ne doit prendre que des décisions unanimes, traduisant la volonté commune de tous les Etats et correspondant à leurs intérêts communs. Notre génération et les historiens de l'avenir reconnaîtront que ces décisions sont les seules qui soient justes et qui puissent être exécutées.

100. Evidemment, le groupe d'Etats qui détient actuellement la majorité peut faire adopter des décisions qui lui sont favorables. Mais c'est là une victoire à la Pyrrhus. Des "victoires" de ce genre sont préjudiciables à l'Organisation des Nations Unies et compromettent son existence même.

101. Il faut également se souvenir que la majorité qui se prononce à l'Organisation des Nations Unies sur les diverses questions n'est pas un élément statique et risque de se modifier au détriment de ceux qui, actuellement, misent tant sur le mécanisme du vote. Comme dit le proverbe "Qui sème le vent récolte la tempête". Ainsi la politique la plus raisonnable et la plus clairvoyante consiste à rechercher en commun des décisions mutuellement acceptables, inspirées exclusivement du désir d'assurer la paix dans le monde entier et de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures des autres Etats.

102. Lorsque le Conseil de sécurité a été créé dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, son activité a été fondée sur le principe des décisions concertées. De plus, les grandes puissances, dont les représentants siègent en permanence au Conseil de sécurité, se sont vu confier une responsabilité particulière pour ce qui est du maintien de la paix. Pour éviter toute complication dans les relations internationales, on a jugé nécessaire d'instituer le principe de l'unanimité des grandes puissances au Conseil de sécurité, principe qui a pris le nom de droit de veto.

103. Certains s'opposent au veto. Mais s'il n'existait pas, il n'y aurait pas d'organisation internationale; elle

2/ Documents officiels de la Commission du désarmement, Supplément d'avril à décembre 1955, document DC/71, annexe 15.

3/ Voir publications de la Société des Nations, IX.Désarmement, 1932. IX.63 (documents Conf.D. 82 et 87), p. 124 à 137.

s'écroulerait. Le principe du veto oblige les grandes puissances, chaque fois qu'une question doit être examinée par le Conseil de sécurité, à prendre une décision unanime qui garantisse véritablement le maintien de la paix. Mieux vaut rechercher une décision unanime des grandes puissances que de régler les questions internationales par les armes.

104. Je me suis efforcé d'exposer franchement un certain nombre d'idées sur la situation internationale et d'indiquer comment nous comprenons la tâche de l'Organisation des Nations Unies. Les propositions que j'ai présentées sur les instructions du Gouvernement soviétique recueilleront, j'en suis sûr, la sympathie de la majorité des peuples de tous les pays et des représentants ici présents.

105. Je tiens à assurer les membres de l'Assemblée générale que l'Organisation des Nations Unies trouvera en l'Union soviétique, comme par le passé, l'Etat le plus disposé à participer activement à tous les efforts visant à soulager l'humanité du fardeau des armements et à renforcer la paix dans le monde entier.

106. Je vous remercie de votre attention.

107. Le PRESIDENT (traduit de l'espagnol): Au nom des représentants à l'Assemblée générale ici présents, je remercie le Président du Conseil des ministres de l'Union des Républiques socialistes soviétiques de la déclaration qu'il vient de faire et que nous avons écoutée avec tout l'intérêt qui lui était dû.

La séance est levée à 16 h 20.

Litho. in U.N. 77002—November 1959—800